

à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales

F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. – 55K2616/6

Compte rendu intégral : 16 novembre 2023

bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens”.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken

F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. – 55K2616/6

Integraal Verslag : 16 november 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/45904]

23 NOVEMBRE 2023. — Loi concernant des mesures de police administrative en matière de restrictions de voyage et de formulaire de localisation du passager et modifiant diverses dispositions relatives au comité de sécurité de l'information (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, l'on entend par:

1° Règlement sanitaire international: le Règlement sanitaire international approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé le 23 mai 2005;

2° transporteur:

a) le transporteur aérien public ou privé;

b) le transporteur maritime public ou privé;

c) le transporteur maritime intérieur;

d) le transporteur ferroviaire ou par bus public ou privé pour le transport au départ d'un pays se trouvant en dehors de l'Union européenne et de la zone Schengen;

3° accord de coopération du 14 juillet 2021: l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique;

4° PLF: le formulaire de localisation du passager tel que visé au titre VIII de l'accord de coopération du 14 juillet 2021;

5° restrictions de voyage: modalités ou conditions en vue de restreindre l'accès au territoire belge, autres que les obligations liées au PLF;

6° maladie infectieuse contagieuse: une maladie infectieuse causée par des micro-organismes qui se transmettent à l'homme et qui affectent ou peuvent affecter gravement la santé humaine;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/45904]

23 NOVEMBER 2023. — Wet betreffende maatregelen van bestuurlijke politie inzake reisbeperkingen en het passagier lokalisatie formulier en houdende wijzigingen van diverse wetsbepalingen betreffende het informatieveiligheidscomité (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° Internationale Gezondheidsregeling: de Internationale Gezondheidsregeling goedgekeurd door de Wereldgezondheidsorganisatie op 23 mei 2005;

2° vervoerder:

a) de openbare of private luchtvervoerder;

b) de openbare of private zeevervoerder;

c) de binnenvaartvervoerder;

d) de openbare of private trein- of busvervoerder voor het vervoer vanuit een land dat zich buiten de Europese Unie en de Schengenzone bevindt;

3° samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021: het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;

4° PLF: het passagier lokalisatie formulier zoals bedoeld in titel VIII van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;

5° reisbeperkingen: nadere regels of voorwaarden om de toegang tot het Belgisch grondgebied te beperken, andere dan de verplichtingen in verband met het PLF;

6° besmettelijke infectieziekte: een infectieziekte veroorzaakt door micro-organismen die overgaan op mensen en die de menselijke gezondheid ernstig aantasten of kunnen aantasten;

7° zone à haut risque: une zone où existe un risque important de transfert d'une maladie infectieuse contagieuse présentant un niveau de risque élevé de morbidité et de mortalité, soit en raison d'un danger de contamination insuffisamment endigué, soit en raison de nouveaux variants préoccupants de cette maladie infectieuse contagieuse.

CHAPITRE 2. — *Champ d'application et conditions*

Art. 3. En cas de menace transfrontalière pour la santé publique, le Roi peut imposer des restrictions de voyage et des obligations liées au PLF en vertu de la présente loi, afin de prévenir ou de limiter les conséquences de cette menace pour la santé publique, pour autant qu'aucune mesure n'a été prise en vertu de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.

Les mesures visées à l'alinéa 1^{er} ne peuvent concerner que les voyageurs qui, quel que soit le type de moyen de transport et le transporteur, se rendent en Belgique au départ de zones ou de pays où existe une maladie infectieuse contagieuse contre laquelle les habitants de la Belgique sont protégés par la réglementation propre.

Art. 4. § 1^{er}. Le Roi prend les mesures visées à l'article 3 par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avoir recueilli les avis du Risk Assessment Group et du Risk Management Group créés par la Conférence interministérielle de Santé publique. Les avis précités, sauf lorsqu'ils sont émis d'initiative, sont demandés par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et doivent être fournis tous les deux dans un délai de dix jours. Si le Risk Assessment Group et le Risk Management Group justifient dans le délai précité les raisons pour lesquelles ils ne sont pas en mesure de fournir les avis dans les dix jours, ce délai peut être prolongé de quatre jours. En cas d'urgence, qui est motivée, le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut déterminer un délai plus court dans la demande d'avis.

Les délais mentionnés à l'alinéa 1^{er} sont prescrits sous peine de déchéance.

Ces mesures ne peuvent être prises que tant qu'existe la menace transfrontalière pour la santé publique, et ce pour une période déterminée par le Roi de maximum trois mois.

À l'expiration de la période visée à l'alinéa 3, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prolonger ces mesures, chaque fois pour une période maximale de trois mois, après que de nouveaux avis, conformément à l'alinéa 1^{er}, ont été recueillis à cet égard.

§ 2. Chaque fois que les mesures visées à l'article 3 ont un impact direct sur des domaines politiques relevant de la compétence des entités fédérées, le gouvernement fédéral offre préalablement aux gouvernements fédérés concernés la possibilité de se concerter au sujet des conséquences de ces mesures pour leurs domaines politiques, sauf en cas d'urgence.

CHAPITRE 3. — *Restrictions de voyage*

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque le Roi impose des restrictions de voyage conformément aux articles 3 et 4, Il précise pour quelle maladie infectieuse contagieuse et depuis quels pays ou quelles zones ces restrictions de voyage sont d'application.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le Roi détermine également les voyages essentiels pour lesquels les restrictions de voyage ne sont pas d'application. Une attestation de voyage essentiel est délivrée par le poste diplomatique ou consulaire belge si le caractère essentiel du voyage peut être démontré par le voyageur. Le Roi peut habiliter d'autres autorités à délivrer l'attestation de voyage essentiel ou dispenser certaines personnes d'être en possession de l'attestation de voyage essentiel.

Le cas échéant, le Roi détermine les exceptions à ces restrictions de voyage.

§ 2. Le Roi peut prévoir des restrictions de voyage plus strictes pour les zones à haut risque, pour lesquelles Il tient compte de la durée du séjour dans cette zone, du risque de contamination et des conséquences des contaminations pour le système belge des soins de santé.

§ 3. Lorsque le Roi impose des restrictions de voyage conformément aux articles 3 et 4, Il peut également prendre toutes les mesures nécessaires en matière de visas pour garantir l'effectivité et le respect des restrictions de voyage, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

7° hoogrisicogebied: een gebied waar een groot risico bestaat op overdracht van een besmettelijke infectieziekte met een hoog niveau van risico op morbiditeit en mortaliteit, hetzij wegens het niet voldoende indijken van het besmettingsgevaar, hetzij wegens nieuwe zorgwekkende varianten van die besmettelijke infectieziekte.

HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsgebied en voorwaarden*

Art. 3. In geval van grensoverschrijdende bedreiging voor de volksgezondheid kan de Koning reisbeperkingen en verplichtingen in verband met het PLF opleggen krachtens deze wet teneinde de gevolgen van deze bedreiging voor de volksgezondheid te voorkomen of te beperken, voor zover er geen maatregelen werden genomen krachtens de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.

De maatregelen bedoeld in het eerste lid kunnen enkel betrekking hebben op reizigers die zich, ongeacht het type van vervoersmiddel en vervoerder, naar België begeven vanuit gebieden of landen waar een besmettelijke infectieziekte bestaat waartegen de inwoners van België door de eigen regelgeving worden beschermd.

Art. 4. § 1. De Koning neemt de maatregelen bedoeld in artikel 3 bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na de adviezen te hebben ingewonnen van de Risk Assessment Group en de Risk Management Group opgericht door de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid. Voormelde adviezen worden, behoudens indien ze op eigen initiatief worden uitgebracht, gevraagd door de minister bevoegd voor Volksgezondheid en dienen beide binnen een termijn van tien dagen te worden verstrekt. Indien de Risk Assessment Group en de Risk Management Group binnen voormelde termijn de redenen verantwoorden waarom ze zich niet in de mogelijkheid bevinden om de adviezen binnen tien dagen te verstrekken, kan deze termijn worden verlengd met vier dagen. In geval van hoogdringendheid, die met redenen omkleed wordt, kan de minister bevoegd voor Volksgezondheid in de adviesaanvraag een kortere termijn bepalen.

De termijnen vermeld in het eerste lid zijn voorgeschreven op straffe van verval.

Deze maatregelen kunnen slechts worden genomen zolang de grensoverschrijdende bedreiging voor de volksgezondheid bestaat en dit voor een door de Koning bepaalde periode van maximaal drie maanden.

Na het verstrijken van de periode bedoeld in het derde lid kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, deze maatregelen verlengen, telkens voor een periode van maximaal drie maanden, nadat hieromtrent nieuwe adviezen, overeenkomstig het eerste lid, werden ingewonnen.

§ 2. Telkens wanneer de maatregelen bedoeld in artikel 3 een rechtstreekse weerslag hebben op beleidsdomeinen die binnen de bevoegdheid van de deelstaten vallen, biedt de federale regering de betrokken deelstatelijke regeringen vooraf de gelegenheid om overleg te plegen over de gevolgen van deze maatregelen voor hun beleidsdomeinen, behoudens in geval van hoogdringendheid.

HOOFDSTUK 3. — *Reisbeperkingen*

Art. 5. § 1. Wanneer de Koning reisbeperkingen oplegt overeenkomstig de artikelen 3 en 4, bepaalt Hij voor welke besmettelijke infectieziekten en vanuit welke landen of gebieden deze reisbeperkingen gelden.

In het in het eerste lid bedoelde geval bepaalt de Koning ook de essentiële reizen waarvoor de reisbeperkingen niet gelden. Een attest van essentiële reis wordt afgeleverd door de Belgische diplomatieke of consulaire post indien het essentiële karakter van de reis door de reiziger kan worden aangetoond. De Koning kan andere overheden machtigen om een attest van essentiële reis af te leveren of bepaalde personen vrijstellen om te beschikken over een attest van essentiële reis.

Desgevallend bepaalt de Koning de uitzonderingen op deze reisbeperkingen.

§ 2. De Koning kan in strengere reisbeperkingen voorzien voor de hoogrisicogebieden, waarbij Hij rekening houdt met de duurtijd van het verblijf in dat gebied, het besmettingsrisico en de gevolgen van besmettingen voor het Belgisch gezondheidszorgsysteem.

§ 3. Wanneer de Koning reisbeperkingen oplegt overeenkomstig de artikelen 3 en 4, kan Hij tevens alle nodige maatregelen nemen op het gebied van visa om de doeltreffendheid en de naleving van de reisbeperkingen te garanderen, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

CHAPITRE 4. — PLF

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque le Roi, conformément aux articles 3 et 4, oblige des voyageurs à compléter et à signer électroniquement un PLF préalablement à leur voyage en Belgique, Il précise pour quelles maladies infectieuses et au départ de quels pays ou de quelles zones cette obligation est d'application.

Le cas échéant, le Roi détermine les exceptions à cette obligation, comme pour les voyageurs qui ne recourent pas à un transporteur ou pour les voyageurs dont le séjour en Belgique ou le séjour préalable à l'étranger n'excède pas une durée déterminée par Lui.

§ 2. Le Roi peut prévoir des règles plus strictes pour les zones à haut risque, pour lesquelles Il tient compte de la durée du séjour dans cette zone, du risque de contamination et des conséquences des contaminations pour le système belge des soins de santé.

Art. 7. § 1^{er}. Le Roi détermine le modèle du PLF.

§ 2. En exécution de l'article 26 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, les données à caractère personnel qui sont inscrites dans le modèle du PLF, peuvent seulement continuer à être transférées aux personnes et autorités énumérées à l'article 26 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, et uniquement pour les finalités prévues à l'article 22 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, après la délibération par la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information, visée à l'article 11 de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions, et ceci conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE et à la loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en oeuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

CHAPITRE 5. — Contrôle et sanctions

Art. 8. Lorsque le Roi a imposé des restrictions de voyage et/ou des obligations liées au PLF, le voyageur présente les documents exigés, selon le cas, au transporteur, à l'exploitant de l'aéroport et/ou aux services de police, et les porte sur lui au cours du voyage vers sa destination finale en Belgique.

Préalablement à l'embarquement, le transporteur contrôle, dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, si les voyageurs qui recourent à ses services disposent des documents requis. En l'absence de ces documents, le transporteur refuse l'embarquement du voyageur concerné.

Le Roi peut déterminer que l'exploitant de l'aéroport, à l'arrivée sur le territoire, contrôle également si les voyageurs qui arrivent dans son aéroport disposent des documents requis.

Art. 9. En cas de non-respect des restrictions de voyage, d'absence des documents requis ou d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes dans ces documents, l'accès au territoire belge peut être refusé conformément à l'article 3 ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux obligations liées au PLF.

Art. 10. Les infractions aux mesures visées par la présente loi sont punies d'une amende de 1 à 500 euros.

Les dispositions du livre premier, chapitre VII et de l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 6. — Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Art. 11. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, 7^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, remplacé par la loi du 24 février 2017, les mots "ou la sécurité nationale" sont remplacés par les mots ", la sécurité nationale ou la santé publique".

HOOFDSTUK 4. — PLF

Art. 6. § 1. Wanneer de Koning, overeenkomstig de artikelen 3 en 4, reizigers verplicht om elektronisch een PLF in te vullen en te ondertekenen voorafgaand aan hun reis naar België, bepaalt Hij voor welke besmettelijke infectieziekten en vanuit welke landen of gebieden deze verplichting geldt.

Desgevallend bepaalt de Koning de uitzonderingen op deze verplichting, zoals voor de reizigers die geen gebruik maken van een vervoerder of voor de reizigers van wie het verblijf in België of het voorafgaand verblijf in het buitenland niet langer duurt dan een door Hem bepaalde termijn.

§ 2. De Koning kan in strengere regels voorzien voor de hoogrisicogebieden, waarbij Hij rekening houdt met de duurtijd van het verblijf in dat gebied, het besmettingsrisico en de gevolgen van besmettingen voor het Belgisch gezondheidszorgsysteem.

Art. 7. § 1. De Koning bepaalt het model van het PLF.

§ 2. Met toepassing van artikel 26 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 mogen de persoonsgegevens die in het model van het PLF worden ingevuld enkel verder worden doorgegeven aan de in artikel 26 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 opgesomde personen en autoriteiten, en uitsluitend voor de doeleinden bepaald in artikel 22 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, na de beraadslaging door de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité, bedoeld in artikel 11 van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, en dit in overeenstemming met de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

HOOFDSTUK 5. — Controle en sancties

Art. 8. Wanneer de Koning reisbeperkingen en/of verplichtingen in verband met het PLF heeft opgelegd, legt de reiziger de vereiste documenten voor aan, naargelang het geval, de vervoerder, de luchthavenuitbater en/of de politiediensten, en draagt hij deze bij zich gedurende de reis naar zijn eindbestemming in België.

Voorafgaand aan het instappen controleert de vervoerder in het in het eerste lid bedoelde geval of de reizigers die van zijn diensten gebruikmaken, beschikken over de vereiste documenten. Bij gebrek aan deze documenten weigert de vervoerder het instappen van de betrokken reiziger.

De Koning kan bepalen dat ook de luchthavenuitbater, bij aankomst op het grondgebied, controleert of de reizigers die in zijn luchthaven aankomen, beschikken over de vereiste documenten.

Art. 9. In geval van niet-naleving van de reisbeperkingen, van gebrek aan de vereiste documenten of van valse, misleidende of onvolledige informatie in deze documenten, kan de toegang tot het Belgisch grondgebied worden geweigerd overeenkomstig artikel 3 of artikel 43 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Het eerste lid is niet van toepassing op de verplichtingen in verband met het PLF.

Art. 10. Inbreuken op de in deze wet bedoelde maatregelen worden gestraft met een geldboete van 1 tot 500 euro.

De bepalingen van het eerste boek, hoofdstuk VII, en van artikel 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de misdrijven bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK 6. — Wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Art. 11. In artikel 3, eerste lid, 7^o, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, vervangen bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden "of de nationale veiligheid" vervangen door de woorden ", de nationale veiligheid of de volksgezondheid".

CHAPITRE 7. — *Modifications de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale*

Art. 12. À l'article 46 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, remplacé par la loi du 5 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit:

“§ 1/1. Le secrétariat du comité de sécurité de l'information envoie, au préalable, par la voie électronique, les invitations aux réunions accompagnées de l'ordre du jour et des documents disponibles au(x) ministre(s) ayant les Affaires sociales et la Santé publique dans ses ou leurs attributions ainsi qu'au représentant visé au paragraphe 2, alinéa 3.

Le secrétariat du comité de sécurité de l'information envoie les délibérations, par voie électronique, au plus tard le premier jour ouvrable (soit un jour de semaine, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés) suivant la réunion du comité de sécurité de l'information, au(x) ministre(s) ayant les Affaires sociales et la Santé publique dans ses ou leurs attributions ainsi qu'au représentant visé au paragraphe 2, alinéa 3.

La chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information fait rapport à la Chambre des représentants ainsi qu'à l'Autorité de protection des données dans les cas suivants:

1° à l'issue du délai visé au paragraphe 2, alinéa 4, par la communication des bonnes pratiques, règles et délibérations visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 5° et 6°;

2° annuellement, par la communication du rapport sommaire visé au paragraphe 1^{er}, 8°, au plus tard pour la fin février.

Les rapports visés à l'alinéa 3 sont systématiquement envoyés par voie électronique au président de la Chambre des représentants ainsi qu'à titre d'information à l'Autorité de protection des données, ou à la personne qu'ils désignent, avec un renvoi au site web visé au paragraphe 1^{er}.”;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. Les délibérations du comité de sécurité de l'information ne peuvent pas être contraires aux normes juridiques supérieures et les parties qui participent à la communication des données à caractère personnel respectent les mesures contenues dans la délibération.

Les délibérations du comité de sécurité de l'information ont une portée limitée et technique et décrivent pour une situation déterminée et pendant une période déterminée l'application des éléments essentiels du traitement, qui sont définis dans les bases juridiques visées à l'article 6 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Le(s) ministre(s) compétent(s) visé(s) au paragraphe 1/1 désigne(nt) un représentant qui assiste aux réunions du comité de sécurité de l'information. Si le ministre compétent constate qu'une délibération du comité de sécurité de l'information n'est pas conforme aux dispositions de la présente loi et de toute autre réglementation relative à la protection de la vie privée, en particulier le règlement précité (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, il peut, dans les dix jours ouvrables suivant la réunion du comité de sécurité de l'information imposer au comité de sécurité de l'information, de manière motivée et dans le respect de la réglementation en vigueur d'adapter la délibération d'adapter la délibération sur les points qu'il indique.

La délibération du comité de sécurité de l'information entre en vigueur à l'issue du délai visé à l'alinéa 3, à moins que le ministre compétent ne fasse savoir, avant l'expiration de ce délai, que la délibération ne doit pas être adaptée.

Les délibérations du comité de sécurité de l'information constituent des mesures administratives, qui peuvent être contestées auprès de la section du contentieux administratif du Conseil d'État, sur la base de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.”

HOOFDSTUK 7 — *Wijzigingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid*

Art. 12. In artikel 46 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, vervangen bij de wet van 5 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° een paragraaf 1/1 wordt ingevoegd, luidende:

“§ 1/1. Het secretariaat van het informatieveiligheidscomité verstuurt, vooraf op elektronische wijze, de uitnodigingen voor de vergaderingen, vergezeld van de agenda en de beschikbare documenten aan de minister of de ministers bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid, en aan de vertegenwoordiger, bedoeld in paragraaf 2, derde lid.

Het secretariaat van het informatieveiligheidscomité verstuurt de beraadslagingen, op elektronische wijze, uiterlijk de eerste werkdag (zijnde een weekdag, waarbij zaterdag, zon- en feestdagen niet worden meegerekend) volgend op de vergadering van het informatieveiligheidscomité, aan de minister of de ministers bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid, en aan de vertegenwoordiger bedoeld in paragraaf 2, derde lid.

De kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité doet, in de volgende gevallen verslag aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, alsmede aan de Gegevensbeschermingsautoriteit:

1° na afloop van de termijn bedoeld in paragraaf 2, vierde lid, door het meedelen van de goede praktijken, regels en beraadslagingen bedoeld in paragraaf 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°;

2° jaarlijks, door het meedelen van het beknopt verslag, bedoeld in paragraaf 1, 8°, uiterlijk tegen eind februari.

De in het derde lid bedoelde verslagen worden telkens op elektronische wijze verzonden aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, alsmede ter informatieve titel aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, of aan de persoon die zij aanwijzen, met een verwijzing naar de website bedoeld in paragraaf 1.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité mogen niet in strijd zijn met hogere rechtsnormen en de partijen die deelnemen aan de mededeling van de persoonsgegevens leven de maatregelen vervat in de beraadslaging na.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité hebben een beperkte en technische draagwijdte en beschrijven voor een bepaalde situatie en voor een bepaalde tijd de toepassing van de essentiële elementen van de verwerking, die bepaald worden in de rechtsgronden bedoeld in artikel 6 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

De bevoegde minister(s) bedoeld in paragraaf 1/1 wijst of wijzen een vertegenwoordiger aan die de vergaderingen van het informatieveiligheidscomité bijwoont. Als de bevoegde minister vaststelt dat een beraadslaging van het informatieveiligheidscomité niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze wet en van elke andere regelgeving tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het bijzonder voormelde Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, kan hij binnen tien werkdagen volgend op de vergadering van het informatieveiligheidscomité op een met redenen omklede wijze en met inachtneming van de geldende regelgeving aan het informatieveiligheidscomité opleggen om de beraadslaging aan te passen op de punten die hij aangeeft.

De beraadslaging van het informatieveiligheidscomité treedt in werking na afloop van de termijn bedoeld in het derde lid, tenzij de bevoegde minister voor het verstrijken van deze termijn laat weten dat de beraadslaging niet hoeft te worden aangepast.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité zijn bestuurlijke maatregelen, die kunnen worden aangevochten bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State op basis van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.”

CHAPITRE 8. — *Modifications de la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral*

Art. 13. À l'article 35/1 de la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral, inséré par la loi du 5 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit:

“§ 4. Les délibérations du comité de sécurité de l'information sont motivées, ne peuvent pas être contraires aux normes juridiques supérieures et les parties qui participent à la communication des données à caractère personnel respectent les mesures contenues dans la délibération.

Les délibérations du comité de sécurité de l'information ont une portée limitée et technique et décrivent pour une situation déterminée et pendant une période déterminée l'application des éléments essentiels du traitement, qui sont définis dans les bases juridiques visées à l'article 6 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Le ministre compétent visé au paragraphe 6 désigne un représentant qui assiste aux réunions du comité de sécurité de l'information. Si le ministre compétent constate qu'une délibération du comité de sécurité de l'information n'est pas conforme aux dispositions de la présente loi et de toute autre réglementation relative à la protection de la vie privée, en particulier le règlement précité (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, il peut, dans les dix jours ouvrables suivant la réunion du comité de sécurité de l'information imposer au comité de sécurité de l'information, de manière motivée et dans le respect de la réglementation en vigueur, d'adapter la délibération sur les points qu'il indique.

La délibération du comité de sécurité de l'information entre en vigueur à l'issue du délai visé à l'alinéa 3, à moins que le ministre compétent ne fasse savoir, avant l'expiration de ce délai, que la délibération ne doit pas être adaptée.

Les délibérations du comité de sécurité de l'information constituent des mesures administratives qui peuvent être contestées auprès de la section du contentieux administratif du Conseil d'État, sur la base de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.”;

3° l'article est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit:

“§ 6. Le secrétariat du comité de sécurité de l'information envoie, au préalable, par voie électronique, les invitations aux réunions accompagnées de l'ordre du jour et des documents disponibles au ministre qui a l'Agenda numérique dans ses attributions ainsi qu'au représentant visé au paragraphe 4, alinéa 3.

Le secrétariat du comité de sécurité de l'information envoie les délibérations, par voie électronique, au plus tard le premier jour ouvrable (soit un jour de semaine, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés) suivant la réunion du comité de sécurité de l'information, au ministre qui a l'Agenda numérique dans ses attributions ainsi qu'au représentant visé au paragraphe 4, alinéa 3.

La chambre autorité fédérale du comité de sécurité de l'information fait rapport à la Chambre des représentants ainsi qu'à l'Autorité de protection des données dans les cas suivants:

1° à l'issue du délai visé au paragraphe 4, alinéa 4, par la communication des délibérations visées aux paragraphes 1^{er} et 2;

2° annuellement, par la communication du rapport sommaire visé au paragraphe 5, alinéa 2, au plus tard pour la fin février.

Les rapports visés à l'alinéa 3 sont systématiquement envoyés par voie électronique au président de la Chambre des représentants ainsi qu'à titre d'information à l'Autorité de protection des données, ou à la personne qu'ils désignent, le cas échéant avec un renvoi au site web visé au paragraphe 5.”.

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen van de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator*

Art. 13. In artikel 35/1 van de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator, ingevoegd bij de wet van 5 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité worden met redenen omkleed, mogen niet in strijd zijn met hogere rechtsnormen en de partijen die deelnemen aan de mededeling van de persoonsgegevens leven de maatregelen vervat in de beraadslaging na.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité hebben een beperkte en technische draagwijdte en beschrijven voor een bepaalde situatie en voor een bepaalde tijd de toepassing van de essentiële elementen van de verwerking, die bepaald worden in de rechtsgronden bedoeld in artikel 6 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

De bevoegde minister bedoeld in paragraaf 6 wijst een vertegenwoordiger aan die de vergaderingen van het informatieveiligheidscomité bijwoont. Als de bevoegde minister vaststelt dat een beraadslaging van het informatieveiligheidscomité niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze wet en van elke andere regelgeving tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het bijzonder voormelde Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, kan hij binnen tien werkdagen volgend op de vergadering van het informatieveiligheidscomité op een met redenen omklede wijze en met inachtneming van de geldende regelgeving aan het informatieveiligheidscomité opleggen om de beraadslaging aan te passen op de punten die hij aangeeft.

De beraadslaging van het informatieveiligheidscomité treedt in werking na afloop van de termijn bedoeld in het derde lid, tenzij de bevoegde minister voor het verstrijken van deze termijn laat weten dat de beraadslaging niet hoeft te worden aangepast.

De beraadslagingen van het informatieveiligheidscomité zijn bestuurlijke maatregelen die kunnen worden aangevochten bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State op basis van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.”;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidende:

“§ 6. Het secretariaat van het informatieveiligheidscomité verstuurt vooraf, op elektronische wijze, de uitnodigingen voor de vergaderingen, vergezeld van de agenda en de beschikbare documenten aan de minister bevoegd voor Digitale Agenda, en aan de vertegenwoordiger bedoeld in paragraaf 4, derde lid.

Het secretariaat van het informatieveiligheidscomité verstuurt de beraadslagingen op elektronische wijze, uiterlijk de eerste werkdag (zijnde een weekdag, waarbij zaterdag, zon- en feestdagen niet worden meegerekend) volgend op de vergadering van het informatieveiligheidscomité, aan de minister bevoegd voor Digitale Agenda, en aan de vertegenwoordiger bedoeld in paragraaf 4, derde lid.

De kamer federale overheid van het informatieveiligheidscomité doet in de volgende gevallen verslag aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, alsmede aan de Gegevensbeschermingsautoriteit:

1° na afloop van de termijn bedoeld in paragraaf 4, vierde lid, door het meedelen van de beraadslagingen bedoeld in de paragrafen 1 en 2;

2° jaarlijks, door het meedelen van het beknopt verslag bedoeld in paragraaf 5, tweede lid, uiterlijk tegen eind februari.

De in het derde lid bedoelde verslagen worden systematisch op elektronische wijze verzonden aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, alsmede ter informatie van de Gegevensbeschermingsautoriteit, of aan de persoon die zij aanwijzen, met een verwijzing in voorkomend geval naar de website bedoeld in paragraaf 5.”.

CHAPITRE 9. — *Disposition finale*

Art. 14. La présente loi entre en vigueur à la date déterminée par le Roi et au plus tard six mois après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des chapitres 6 à 8, qui entrent en vigueur le jour de ladite publication.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le premier Ministre,
A. DECROO

Le Ministre de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du
Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'État à la Digitalisation, chargé de la Protection de la
vie privée,
M. MICHEL

La Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration,
N. DE MOOR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : 55K3264/12

Compte rendu intégral : 28/09/2023

HOOFDSTUK 9. — *Slotbepaling*

Art. 14. Deze wet treedt in werking op de door de Koning bepaalde datum en uiterlijk zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de hoofdstukken 6 tot 8, die in werking treden op de dag van voornoemde bekendmaking.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Digitalisering, belast met Privacy,

M. MICHEL

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
N. DE MOOR

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken: 55K3264/12

Integraal Verslag: 28/09/2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2023/206190]

26 NOVEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 2008 portant exécution de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en matière de risques aggravés de manière disproportionnée

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, l'article 49bis, § 5, inséré par la loi du 13 novembre 2023 et l'article 58, § 1^{er}, 14^o, modifié par la loi du 13 novembre 2023;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 2008 portant exécution de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en matière de risques aggravés de manière disproportionnée;

Vu l'avis du Comité de gestion des accidents du travail de Fedris, donné le 21 novembre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 18 avril 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 17 mai 2023;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/206190]

26 NOVEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 2008 tot uitvoering van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 in verband met de onevenredig verzwaarde risico's

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, artikel 49bis, § 5, ingevoegd bij de wet van 13 november 2023 en artikel 58, § 1, 14^o, gewijzigd bij de wet van 13 november 2023;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 2008 tot uitvoering van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 in verband met de onevenredig verzwaarde risico's;

Gelet op het advies van het Beheerscomité voor de arbeidsongevallen van Fedris, gegeven op 21 november 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 april 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 17 mei 2023;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 20 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;